

Loi organique de 1983

Le projet de loi ne sera d'aucun secours pour le Canada atlantique. C'est plutôt une mesure rétrograde. C'est avec plaisir que j'ai entendu notre chef affirmer pendant sa campagne dans Central Nova que le MEER devrait demeurer, qu'il devrait être intouchable, que le Canada atlantique devrait en profiter, qu'il devrait nous sortir du marasme où nous vivons perpétuellement surtout depuis que ce gouvernement est au pouvoir. La façon la plus simple et la plus utile de venir en aide aux habitants du Canada atlantique serait d'écarter le gouvernement actuel et d'en élire un autre qui sache donner à notre pays les encouragements fiscaux dont il a besoin. Ce sont surtout les petits exploitants qui en ont le plus besoin, ce sont eux qui sont les victimes d'un gouvernement qui ne se préoccupe d'aucune forme d'entreprise. D'une façon générale, la grande entreprise peut se suffire à elle-même.

Il faut surtout s'inquiéter de la petite entreprise qui a été négligée depuis nombre d'années par le gouvernement au pouvoir, ce gouvernement qui ne se préoccupe de quiconque ni de quoi que ce soit sauf de lui-même et de ses amis. Il m'est difficile d'imaginer qu'un gouvernement puisse investir dans une entreprise pouvant perdre 1.4 milliard en une seule année. C'est pratiquement inconcevable. Pourtant, c'est ce qui se passe lorsque le gouvernement actuel investit dans les grosses entreprises. J'ose espérer qu'il n'en fera pas de même dans les petites entreprises, car autrement, il n'y aura plus personne pour payer des impôts.

L'autre jour, j'ai appris une nouvelle qui m'a sidéré. Je me demande toujours ce qu'il est advenu des libéraux défaits. Je regardais alors un programme sur l'industrie aérospatiale. Or, qui ai-je vu à la télévision, M. Barney Danson, le président de la société de Havilland. Est-ce croyable, Barney Danson, le président de de Havilland?

M. Turner: Il parlait de l'Arrow.

M. Coates: C'est à peu près la seule chose dont il puisse parler, et c'est là ce qui est navrant. Il était ministre de la Défense. C'était un militaire. Il ne pouvait certainement pas être un très bon ministre de la Défense, puisqu'il a subi la défaite. Il était là cependant, à la télévision. Il était très bon par rapport aux administrateurs de la société Canadair, puisqu'il n'a perdu que 425 millions environ. Voilà donc un autre libéral défait vivant aux crochets du contribuable canadien auquel il coûte plusieurs millions de dollars. Il y a trop de libéraux défaits se la coulant douce à des postes très lucratifs où ils ont été placés par le gouvernement. J'espère qu'ils en profitent bien, monsieur le Président, car il ne leur reste plus qu'un an environ. Je ne crois pas me tromper en disant que l'actuel gouvernement essaiera d'aller jusqu'au bout de son mandat, surtout si celui qui dit ne pas être un lâcheur reste. Chaque jour, chaque mois, chaque année, les sondages Gallup montreront que les libéraux perdent du terrain. Il se pourrait même que les socialistes les devancent d'ici les prochaines élections.

M. Turner: Nous avons déjà remonté la pente à d'autres reprises.

M. Coates: Il nous faut mettre un peu de bon sens dans le fonctionnement du gouvernement. Or, ce n'est pas en multipliant le nombre de bureaucrates s'en prenant au malheureux qui essaie désespérément de gagner un peu d'argent que nous pourrions y parvenir. Il nous faut faire preuve de bon sens. Le

regroupement de ministères gouvernementaux et la multiplication du nombre de fonctionnaires ne sont certainement pas des moyens de réaliser cet objectif. Ce n'est pas faire preuve de bon sens que de mettre de côté les provinces de l'Atlantique.

Je m'oppose à ce projet de loi. J'espère qu'il ne sera jamais adopté, mais dans le cas contraire, il aura très certainement des répercussions extrêmement néfastes pour la région de l'Atlantique.

M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton): Monsieur le Président, je serai bref. Ma circonscription s'intéresse au plus haut point à cette question. Elle figure en effet parmi les quelques régions de l'Ontario qui ont vraiment bénéficié du MEER. Ces régions, au nombre de 3, sont celles du Nord de l'Ontario, de Cornwall et de Renfrew-Pembroke. Présenter ce projet de loi, c'est comme changer la disposition des fauteuils à bord d'un navire en perdition. Les ministériels veulent montrer qu'ils s'affairent. Ne sachant pas dans quel sens s'orienter, ils déplacent gens et choses. Ceux qui vont profiter le plus de ce remue-ménage, ce sont les entreprises de déménagement d'Ottawa qui seront chargées de déménager le mobilier des ministères d'un édifice dans un autre.

• (1710)

De nombreux Canadiens des régions sous-développées de notre pays espéraient que le MEER allait accorder une attention spéciale à leur situation. Ainsi, dans la région désignée de Renfrew-Pembroke, région située à peine à une cinquantaine de milles d'Ottawa, la capitale de notre pays, le taux de chômage oscille entre 16 et 22 p. 100. Point n'est besoin par conséquent d'aller chercher dans les provinces maritimes ou au Québec des régions qui, du point de vue économique, accusent un retard depuis longtemps; il y a ici même en Ontario, province que certains tiennent pourtant pour la plus riche, des régions vraiment défavorisées.

Mes électeurs savaient comment obtenir de l'argent et comment attirer les industriels à venir s'installer chez eux. Bien entendu ces dernières années au Canada, il n'a guère été possible d'attirer un grand nombre d'entreprises car le secteur industriel n'a pas pris d'expansion et a plutôt réduit son activité et licencié son personnel. Mes électeurs savaient comment s'y prendre et ils parvenaient à leurs fins dans une certaine mesure. Ils constatent maintenant qu'on les a englobés avec la majorité des autres Canadiens. Nous n'avons pas réussi à nous faire admettre dans les troisième ou quatrième catégories, où les subventions seront plus fortes.

Ma circonscription entre dans la deuxième catégorie, sauf pour deux régions particulières qui ont été classées dans la première. Je ne réclame pas d'aide pour les régions entrant dans cette première catégorie, car Kanata et Carleton-Ouest sont voisines d'Ottawa, outre le fait que des entreprises spécialisées dans la haute technologie s'y sont établies et que les municipalités se tirent fort bien d'affaire. Mais ce n'est pas grâce au gouvernement; non, les deux municipalités se sont tirées d'affaire par leurs propres moyens. Les porte-parole des entreprises en question ont fait valoir que le moyen idéal pour se débrouiller et réussir à s'en sortir consiste justement à ne pas chercher à obtenir de subventions du gouvernement, car les frais comptables et juridiques que celles-ci entraînent sont probablement plus élevés. Et quand on finit par les obtenir,